

REPUBLIQUE RWANDAISE
NARCISSE MUNTAMBARAGA

PROCEVERBAL

Doc page
(1) (4)

—

→ Cabanis

AVIS ET CONSIDERATIONS SUR LES GRANDES ORIENTATIONS DU IV^e PLAN

Note au N° 111 PLAN
attirant l'attention sur
les 2 points qui nous concernent
directement les coopératives
la jeunesse suivant des
concernant du Chef de l'Etat
V^e Congrès

OBSERVATIONS GENERALES

La note explicative me semble plus compliquée dans les termes utilisés (tirés souvent de la théorie économique) que le projet des grandes orientations elles-mêmes.

Alors que la note comporte 38 pages, le projet des grandes orientations n'a que 12 pages.

Cette dichotomie et la longueur de la note explicative créent une certaine confusion entre les commentaires et les orientations qu'on est censé expliquer.

Malgré le nombre de pages consacrés aux explications, le lecteur n'est pas satisfait pour autant, car l'intitulé de chaque chapitre ou section n'est pas reflété complètement par le contenu du texte.

Ainsi la présentation de la situation actuelle ne dégage pas les contraintes de développement ou les goulets d'étranglement à surmonter. De même les perspectives qu'indiquent pas les tendances pernicieuses à réduire ni les potentialités à valoriser.

En outre, certaines affirmations ne sont pas étayées par des données chiffrées ni par des appréciations qualitatives irréfutables.

A titre d'exemple, il eut été intéressant de montrer, les chiffres à l'appui, l'évolution démographique et celle de la production agricole. Ainsi pourrait-on constater tous les effets de la pression démographique et les problèmes posés pour équilibrer la production alimentaire et la population.

En plus, la stratégie axée sur l'auto-suffisance alimentaire devrait s'accompagner des politiques sectorielles clairement définies. Or, dans les grandes orientations seule la politique agricole est développée, tandis que les autres productions, la formation, le transport et la commercialisation sont traités de façon superficielle ou incomplète.

A mon avis, au lieu de compliquer les choses en utilisant des termes trop théoriques pour les non-initiés, il eut été plus simple de présenter le sujet en indiquant les facteurs favorables et défavorables du développement actuel, les problèmes principaux à résoudre et les objectifs globaux ~~à atteindre~~ ^{à atteindre} pour atteindre les grands équilibres macro-économiques, à savoir : la Production pour satisfaire les besoins essentiels de consommation, l'Épargne nécessaire pour les investissements, l'équilibre entre importations et exportations ~~avec~~ ^{sans} que

Les besoins de financement, et la capacité de financement budgétaire et l'adéquation formation-emplois.

C'est par ce biais que le choix de la stratégie globale de développement serait justifié.

Nonobstant ces remarques, il importe d'admettre que le document présente quand même des idées nouvelles d'organisation économique.

Ainsi, la promotion des coopératives de production comme instrument d'organisation des exploitations agricoles est une bonne idée à creuser. Il en est de même de la stabilisation des prix des produits agricoles et de l'éducation populaire pour la modernisation de l'agriculture.

Par contre la décentralisation de la planification devrait aller au delà de la collecte des données statistiques. Elle implique également l'appui à la programmation des actions communales et au développement global de la préfecture.

B. OBSERVATIONS PARTICULIERES

P. 1. la stratégie macro-économique n'est pas seulement la consolidation des équilibres externes mais aussi des équilibres internes. En fait, ce qui préoccupe beaucoup plus les bailleurs de fonds étrangers ce sont des équilibres externes tels que les imports/exports et l'endettement extérieur pour voir si l'Etat concerné constitue un bon débouché ou fournisseur de matières premières; mais pour les nationaux nous devons également nous préoccuper des équilibres internes pour satisfaire les besoins d'équipements et de consommation en partant d'abord des ressources locales.

A la même page, il est fait allusion à l'auto-suffisance énergétique. Comment l'atteindre alors que pendant quelques années encore, nous allons importer beaucoup de produits pétroliers.

P.2. La programmation annuelle dépend de l'harmonisation entre le Plan et le Budget annuel. Nulle part, cette exigence n'apparaît. Il eut été intéressant de parler des conditions à remplir pour cette programmation permanente qui avait été préconisé lors du IIIe Plan bien que les auteurs du document disent que jusqu'à présent les plans étaient dogmatiques!

Page 3, dernier alinéa : Parmi les raisons de détérioration de la balance commerciale et des paiements, il faut ajouter que les importations s'accroissent à un rythme plus élevé que les exportations.

Page 4, alinéa 2 : Ce n'est pas incontestable de dire que toutes les importations actuelles sont incompressibles.

P.5. B- Comment peut-on affirmer qu'il y a forte hausse des prix des produits vivriers alors que même l'effort du Gouvernement pour relever les prix au producteur n'a pas encore abouti dans les faits.

P.6, Alinéa 1 - Ce paragraphe qui fait allusion à l'insolvabilité des pays voisins semble trop pessimiste. Au moment où les différents organismes de coopération sous-régionale (CEPGL, ZEP, CEAC, OBK, etc...) prônant la promotion des échanges entre les pays de la sous-région, l'analyse qui en est faite donne l'impression que les échanges doivent toujours s'orienter vers les pays à devises fortes d'Europe, d'Asie et d'Amérique.

P. 6., alinéa 3 : Il est à vérifier le fait que de 1981 à 1984 les importations se soient accrues à un taux nettement inférieur (1,8%) à celui des exportations (9,8%) alors que c'est la tendance contraire qu'on remarque dans les données statistiques.

P. 6, alinéa 3 : Les raisons des ~~décélération~~ du rythme de croissance de la production vivrière sont à approfondir. En effet la raison majeure est endogène aux projets agricoles eux-mêmes dans leur conception, dans la gestion et dans les structures.

Comme le disait le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Forêts lui-même lors de l'ouverture du Séminaire sur la réorientation des projets agricoles, beaucoup de milliards sont consacrés aux projets agricoles mais les effets sur les méthodes culturales, les semences sélectionnées, la recherche agricole et l'outillage agricole sont très limités. Ainsi pendant plus de 50 ans, l'ISAR existe mais il s'est peu intéressé jusque ces dernières années aux cultures vivrières. La seule réussite jusqu'à présent enregistrée est celle du projet PNAP (culture de pommes de terre).

P. 8 : A approfondir l'analyse des conditions ^{l'}augmentation agricole. A mon avis, cette augmentation implique la création de beaucoup d'emplois dans d'autres secteurs de production et d'infrastructure économique pour que la superficie par exploitation agricole reste dans les limites de viabilité (L'ISAR, évalue le minimum d'EAF à 2has), alors que dans certaines régions cette exploitation familiale est inférieure à 1 ha)

De ce fait, la stratégie de développement préconisé devrait impliquer en plus de la production agricole, la valorisation d'autres ressources naturelles nationales et la substitution des importations par les productions locales.

P. 13 et 14 : A ajouter dans la promotion sanitaire la nutrition et l'hygiène du milieu (latrines, assainissement du milieu).

A développer un peu plus le secteur de l'éducation en insistant aussi bien sur l'éducation populaire que sur la formation des cadres.

P. 18, et 6 : Avant de créer de nouvelles structures de financement et de stabilisation des produits vivriers, il importe de renforcer d'abord celles qui existent en actualisant s'il le faut leur réglementation et leur fonctionnement.

Il s'agit de : - pour le financement, les Banques Populaires et la B.R.D. Souvent ces organismes se plaignent de ne pas avoir suffisamment de projets agricoles bancables;

- pour la stabilisation des prix des produits vivriers et animaux, l'OPROWIA. Cet organisme a été créé précisément pour ça et pour garantir le stockage et la redistribution à des prix non spéculatifs.

P. 22, alinéa 2 : Dans l'éducation populaire des jeunes, il faudrait ajouter les CFJ, les CCDFP et les CSD aux CERAI qui seuls sont retenus dans le document.

P. 24, alinéa 2 : A intégrer dans le secteur non structuré les groupements artisanaux des jeunes et les activités artisanales des CFJ.

30, alinéa 1 - En plus des jeunes sortant des CERAI, le Plan doit réserver également une place aux jeunes non scolarisés et ceux qui n'ont pas pu acquérir une formation professionnelle leur permettant d'accéder au marché de l'emploi.

CONCLUSIONS

L'approche utilisée dans l'élaboration des grandes orientations semble assez confuse.

En effet, elle aurait dû partir d'une analyse objective de la situation économique, sociale et culturelle du Pays ainsi que des instructions gouvernementales et des résolutions du Congrès du M.R.N.D.

Bien qu'effectivement des déclarations du Chef de l'Etat et des résolutions du Congrès sont citées, elles n'ont été reprises que partiellement. Ainsi les recommandations relatives aux jeunes déscolarisés et non scolarisés n'apparaissent nulle part.

S'agissant de l'analyse de la situation socio-économique, si elle avait été bien menée de façon chiffrée, les facteurs favorables au développement et les goulots d'étranglement à faire sauter auraient été dégagés.

Ainsi la stratégie globale de développement aurait été définie pour relever le défi du développement. Or dans le document, l'on ne voit pas les solutions préconisées pour faire face à la pression démographique et à la raréfaction des terres cultivables pour ne citer quelques-uns des problèmes qui préoccupent notre Pays depuis longtemps.

Par ailleurs, il eut été intéressant d'esquisser les voies et moyens réalistes pour atteindre l'auto-suffisance alimentaire qui constitue à mon avis, beaucoup plus une priorité qu'une stratégie, car une stratégie combine les objectifs à atteindre dans un tout cohérent, compte tenu des programmes d'actions et dans les limites des moyens disponibles ou mobilisables au cours de la période du Plan.

Narisi HUNYAMBARARA

